

**COUR D'APPEL DE
CONAKRY**

**TRIBUNAL DE COMMERCE
DE CONAKRY**

2^{eme} section

**N° / Greffe du
04/05/2022**

AFFAIRE :

M. Mohamed CHERIF
C/
M. Ezzedine JAMIL

DECISION :

(Voir dispositif)

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité

ORDONNANCE DU 04 MAI 2022

OBJET : Contestation de saisie conservatoire.

Nous, Sékou KANDÉ, Président de section au Tribunal de commerce de Conakry, agissant par délégation du Président du Tribunal, en matière d'exécution, assisté de madame Maïmouna DIALLO, Greffière ;

Avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

LES PARTIES EN CAUSE :

DEMANDEUR : Monsieur Mohamed CHERIF, de nationalité guinéenne, domicilié au quartier Koulewondy, commune de Kaloum, Conakry, ayant pour conseil Maître Amadou Oury DIALLO, Avocat à la Cour ;

DEFENDEUR : Monsieur Ezzedine JAMIL gérant de l'immeuble AL ZAHARA, sis à Koulewondy, commune de Kaloum, Conakry, ayant pour conseil Maître Benjamin MILLIMONO, Avocat à la Cour ;

Faits, procédure, prétentions et moyens des parties :

Par exploit en date du 22 mars 2022 servi par Maître Aly MAREGA, Huissier de justice à Conakry, monsieur Mohamed CHERIF a fait assigner monsieur Ezzedine JAMIL en contestation d'une saisie conservatoire de biens meubles corporels.

À l'appui de son action, Mohamed CHERIF soutient qu'en vertu de l'ordonnance n° 250 du 24 décembre 2021 signée du Président du Tribunal de commerce de Conakry pour garantir paiement d'une prétendue créance de 19.700 USD, Ezzedine JAMIL a fait pratiquer à son préjudice une saisie conservatoire sur nombres de ses biens meubles.

Elle déclare que cette saisie réalisée le 20 janvier 2022 porte sur des biens comme : un écran plat LG, un salon

complet de quatre fauteuils, trois petites tables, un meuble télé, une table à manger, un meuble à assiette, trois climatiseurs, deux frigo, une machine à laver, une micro-onde, quatre buffets pour cuisine, une table et quatre chaises en plastique, un chauffe-eau, deux lits et accessoires, deux buffets.

Il estime qu'en vertu de l'article 61 de l'AUVE, la saisie en question est désormais caduque pour n'avoir pas été suivie d'une procédure visant à obtenir un titre exécutoire. Il relève que le saisissant s'est contenté de pratiquer la mesure conservatoire et depuis lors, n'a rien entrepris dans le sens d'une procédure de fond, ce que sanctionne l'acte uniforme de caducité.

En plus, ajoute-t-il, les biens saisis sont par leur usage, insaisissables, comme l'indique l'article 1065 du CPCEA auquel renvoie l'article 51 de l'AUVE. Selon Mohamed CHERIF, l'ensemble des biens saisis constitue des mobiliers de maison indispensables à sa vie et pour cela, demeurent insusceptibles de toute mesure conservatoire ou d'exécution forcée.

C'est pour ces raisons, il dit solliciter de notre juridiction de déclarer la saisie caduque ou à défaut, déclarer les biens visés insaisissables et en conséquence, ordonner la mainlevée de la saisie conservatoire.

De son côté, bien que régulièrement assigné à travers le cabinet de son conseil où l'acte a été reçu par l'assistant Fousseyni DIA qui a émargé dessus, monsieur Ezzedine JAMIL n'a pas comparu, encore moins conclu dans la présente procédure.

Il sera alors statué à leur égard par ordonnance par défaut, conformément à l'article 131 alinéa 1^{er} du CPCEA.

SUR QUOI :

Les débats étant clos, nous avons rendu ce jour 30 mars 2022 la décision dont la teneur suit :

- Sur la caducité de la saisie :

Aux termes de l'article 61 de l'AUVE, « *Si ce n'est le cas où la saisie conservatoire est pratiquée avec un titre exécutoire, le créancier doit, dans le mois qui suit ladite saisie, à peine de caducité, introduire une procédure ou accomplir les formalités nécessaires à l'obtention d'un titre exécutoire* ».

En l'espèce, il est constant qu'Ezzedine JAMIL a pratiqué la saisie conservatoire le 20 janvier 2022. Mais depuis cette date, soit plus de trois mois, il n'a introduit aucune procédure ou accompli aucun acte à l'effet d'obtenir un titre exécutoire, étant entendu qu'il ne disposait pas d'un tel titre avant la saisie.

En restant plus d'un mois sans faire suivre la saisie conservatoire de biens meubles corporels d'une action pour obtenir un titre exécutoire, Ezzedine JAMIL expose à la caducité la mesure conservatoire dont il a bénéficié.

Dès lors, il y a lieu de constater cette caducité et en conséquence, ordonner la mainlevée immédiate de la saisie contestée, sans besoin d'examiner le second grief tenant à l'insaisissabilité des biens.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, par défaut, en matière d'exécution et en premier ressort ;

Après en avoir délibéré ;

Vu l'urgence ;

Déclarons caduque la saisie conservatoire de biens meubles corporels pratiquée le 20 janvier 2022 par monsieur Ezzedine JAMIL contre monsieur Mohamed CHERIF, suivant exploit de Maître Mohamed Mouctar SYLLA, Huissier de justice à la SCPHJ Lagny ;

En conséquence, ordonnons la mainlevée de ladite saisie ;

Mettons les dépens à la charge de monsieur Ezzedine
JAMIL ;

Et avons signé la minute avec la Greffière

Pour copie conforme
Conakry, le 04 mai 2022

Le Chef du greffe